



**IRDA PARIS**

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 14 décembre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
14 décembre 2023  
n° 43 / 8020<sup>e</sup>  
pages 2185 à 2232



Version numérique incluse\*



## ÉDITORIAL

2185 À quand le *Quantum Act*?, *Arnaud Latil*

## ACTUALITÉS

- 2188 Bail commercial (Covid-19): loyers impayés dans le secteur de la restauration
- 2190 Société civile (dissolution): portée d'une clause compromissoire
- 2191 Responsabilité civile (exonération): faute de la victime, cas de force majeure
- 2193 Données personnelles (traitement): application mobile pour le Covid-19
- 2194 Liberté de circulation (Covid-19): validité des restrictions de voyages
- 2195 Terrorisme (prévention): conventionnalité des visites domiciliaires et saisies
- 2196 Notaire (procédure disciplinaire): constitutionnalité du régime

## POINT DE VUE

2198 Habilitation à diriger des recherches: toujours plus!, *Thierry Le Bars*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 2208 **Chronique**: La portée du gel des actifs selon le droit européen, *Veronika Korom*
- 2212 **Panorama**: Concurrence interdite – Concurrence déloyale et parasitisme, *Centre de droit économique et du développement Yves Serra*



- 2224 **Notes** : Retour sur la contractualisation des usages professionnels, note sous *Com.* 4 oct. 2023, Nicolas Dupont
- 2228 La compétence internationale en matière de contrefaçon en ligne d'une marque de l'Union européenne: retours sur le critère du public visé, note sous *CJUE* 27 avr. 2023, Camille Jalicot

## ENTRETIEN

2232 Charles Dudognon – L'intégrité dans le sport

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
STÉPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HÉLÈNE HOCH

### CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉGARANT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MÉRLE

### DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMIER

### RÉDACTION

#### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

#### - RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVEL (0140645379)

#### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Gamut : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### - ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Kary PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 0183101010

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140922024 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Étranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2023

Éditions Dalloz

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Arnaud Latil

2185

À quand le Quantum Act?

## ACTUALITÉS

2188

### DROIT DES AFFAIRES

Entreprise en difficulté

Redressement judiciaire (débiteur): pouvoir en l'absence d'administrateur, *Soc.* 6 déc. 2023

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (Covid-19): loyers impayés

dans le secteur de la restauration,

*Com.* 3<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Bail commercial (droit de préemption): ventes

faites d'autorité de justice, *Com.* 3<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Propriété intellectuelle

Marque (saisie-contrefaçon): exigence de

loyauté des débats, *Com.* 6 déc. 2023

Marque (atteinte): distribution d'échantillons

gratuits, *Com.* 6 déc. 2023

Société et marché financier

Société civile (dissolution): portée d'une clause

compromissoire, *Com.* 1<sup>er</sup>, 6 déc. 2023

2191

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Responsabilité civile (exonération): faute de la

victime, cas de force majeure,

*Com.* 2<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Accident de la circulation (loi de 1985):

domaine du droit commun, *Com.* 2<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Fonds de garantie des assurances: prescription

de l'action de la victime, *Com.* 2<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Victime d'infraction (indemnisation): nature du

délai d'action, *Com.* 2<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

2193

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (sanction): imputation

des fautes commises par les salariés,

*CJUE* 5 déc. 2023

Données personnelles (traitement): application

mobile pour le Covid-19, *CJUE* 5 déc. 2023

Liberté de circulation (Covid-19): validité des

restrictions de voyages, *CJUE* 5 déc. 2023

2194

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Circulation routière (tramway): portée de la

priorité de passage, *Com.* 2<sup>e</sup>, 30 nov. 2023

Procédure pénale

Terrorisme (prévention): conventionnalité des

visites domiciliaires et saisies, *Crim.* 5 déc. 2023

2196

### DROIT PUBLIC

Droit administratif

Enseignement (action civile): psychologue de

l'éducation nationale, *Crim.* 5 déc. 2023

2196

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Profession juridique et judiciaire

Notaire (procédure disciplinaire):

constitutionnalité du régime,

*Cons. const.* 8 déc. 2023

Avocat (accès à la profession): conflit des



Société par actions simplifiée au capital de 3 936 040 €  
Siège social : Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550  
Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut  
La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans le recueil est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## 2192 DROIT IMMOBILIER

Bail  
Bail rural (cessation d'exploitation): continuation  
par le copreneur, *Cl. 3<sup>e</sup>, 30 nov. 2023*  
Copropriété  
Syndicat secondaire (constitution): annulation  
de l'assemblée générale, *Cl. 3<sup>e</sup>, 30 nov. 2023*

AVOCAT (accès à la profession): candidat non  
européen, *Cl. 1<sup>er</sup>, 6 déc. 2023*  
Avocat (secret professionnel): mesure  
d'instruction *in futurum*, *Cl. 1<sup>er</sup>, 6 déc. 2023*

Recueil Dalloz - 14 décembre 2023 - n° 43

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

14 décembre 2023 - n° 43 / 8020<sup>e</sup>



## POINT DE VUE

2198 Habilitation à diriger des recherches: toujours plus!  
par Thierry Le Bars



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUES

- 2201 La notion de mesure d'administration judiciaire  
à l'épreuve de son régime  
par Laetitia Gaurier
- 2208 La portée du gel des actifs selon le droit européen  
par Veronika Korom

### NOTES

- 2224 Retour sur la contractualisation des usages professionnels,  
note sous *Com. 4 oct. 2023*  
par Nicolas Dupont
- 2228 La compétence internationale en matière de contrefaçon  
en ligne d'une marque de l'Union européenne: retours sur  
le critère du public visé, note sous *CJUE 27 avr. 2023*  
par Camille Jalicot

### PANORAMA

- 2212 Concurrence interdite –  
Concurrence déloyale et parasitisme  
novembre 2022 – novembre 2023  
par le Centre de droit économique  
et du développement Yves Serra



## ENTRETIEN

Le prochain numéro du Recueil

## JURISPRUDENCE

### Sociétés en général

Responsabilité civile  
du liquidateur amiable entre  
droit commun et droit spécial  
Com. 1<sup>er</sup> juin 2023,  
note Bruno Dondero p. 790

### Société et durabilité

Loi sur le devoir de vigilance  
rendue ineffective par le juge  
Trib. jud. Paris, 6 juill. 2023,  
note Anne Danis-Fatôme  
et Nicolas Hoffschir p. 793

### Sociétés civiles

Héritier de l'associé décédé  
et tierce opposition au jugement  
annulant son agrément  
Com. 11 mai 2023,  
note Bernard Saintourens p. 800

### Sociétés par actions simplifiées

Obligation de loyauté  
dans l'exercice du droit  
de révocation et faute lourde  
Com. 11 oct. 2023,  
note Alain Viandier p. 803

### Commissaires aux comptes

Nullité des délibérations  
pour défaut de commissaire  
aux comptes  
Com. 21 juin 2023,  
note Elsa Guégan p. 806

# REVUE DES SOCIÉTÉS

Décembre 2023 - n° 12

## DOSSIER

Transposition de la directive  
« Mobilité transfrontalière des sociétés »  
Sous la direction de Benoit Lecourt  
Avec Pierre-Henri Conac,  
Marie-Laure Coquelet, Caroline Coupet,  
Hervé Le Nabasque, Michel Menjucq,  
Gilbert Parleani, Arnaud Reygrobellet  
et Anastasia Sotriropoulou p. 719

## CHRONIQUES

Chronique de droit des entreprises  
en difficulté  
Philippe Roussel Galle,  
Laurence Caroline Henry  
et Florence Relle p. 812





Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Couverture | Sommaire

## N° 12 - Décembre 2023 / SOMMAIRE

### Actualités 714

par Bénédicte François

### Dossier / Transposition de la directive « Mobilité transfrontalière des sociétés » 719

Transfert de siège, scission et apport partiel d'actifs :  
enfin des règles françaises sur les opérations  
transfrontalières ! - Avant-propos  
par Benoit Lecourt 719

Faut-il craindre une fuite des sociétés françaises  
vers l'étranger ?  
par Benoit Lecourt 721

Le transfert de siège social à l'intérieur de l'Union  
européenne après l'ordonnance n° 2023-393  
du 24 mai 2023  
par Gilbert Parleari 726

Les scissions transfrontalières « complètes »  
par Arnaud Reygrobelle 732

L'apport partiel d'actifs transfrontalier :  
une opération en quête d'identité  
par Marie-Laure Coquelet 743

La modification du régime français des fusions  
transfrontalières  
par Michel Menjucq 749

L'expert indépendant dans les opérations  
transfrontalières  
par Caroline Coupet 754

Le contrôle de l'abus et de la fraude  
dans le cadre des restructurations transfrontalières  
des sociétés : le cas particulier des salariés  
par Anastasia Sotiropoulou 760

Les droits des associés - À propos de leur droit  
de retrait  
par Hervé Le Nabasque 767

Restructurations transfrontalières de sociétés :  
quelle protection pour les créanciers sociaux ?  
par Benoit Lecourt 775

La transposition de la directive Mobilité  
transfrontalière en droit comparé  
par Pierre-Henri Conac 782

### Jurisprudence 790

#### Sociétés en général

La responsabilité civile du liquidateur amiable  
entre droit commun et droit spécial  
Note sous Com. 1<sup>er</sup> juin 2023  
note Bruno Dondero 790

#### Société et durabilité

La loi sur le devoir de vigilance rendue  
ineffective par le juge  
Note sous Trib. jud. Paris, 6 juill. 2023  
note Anne Danis-Fatôme et Nicolas Hoffschir 793

#### Sociétés civiles

L'héritier de l'associé décédé et la tierce opposition  
au jugement annulant son agrément  
Note sous Com. 11 mai 2023  
note Bernard Saintourens 800

#### Sociétés par actions simplifiées

Obligation de loyauté dans l'exercice du droit  
de révocation et faute lourde  
Note sous Com. 11 oct. 2023  
note Alain Viandier 803

#### Commissaires aux comptes

## Chronique de droit des entreprises en difficulté \_\_\_\_\_ 812

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille



### QUESTION D'ACTUALITÉ

## SOCIÉTÉS DE VÉTÉRINAIRES : RECOURS À LA NOTION DE CONTRÔLE EFFECTIF

Des vétérinaires détenant la majorité des parts d'une société n'en ont pas nécessairement le contrôle effectif, juge le Conseil d'Etat.

31


[www.eff.fr](http://www.eff.fr)


### À LA UNE

**Question d'actualité** - Le calendrier des négociations commerciales relatives aux produits de grande consommation est avancé

27

**Sociétés** - Valable reprise d'un acte non expressément pris au nom ou pour le compte d'une société en formation

4

**Question pratique** - RGPD : le recours à l'intérêt légitime, un faux ami ?

37

**Biens de l'entreprise** - Le réputé non écrit s'applique aux baux en cours malgré la prescription acquise avant la loi Pinel

18

## Lefebvre Dalloz


 ÉDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE





## Sociétés

- 4 - Reprise d'un acte conclu pendant la période de formation de la société
- 5 - Poursuite contre le gérant d'une société civile ayant commis une faute séparable
- 6 - Sanction en cas de perte de la moitié du capital social
- 7 - Reporting taxonomie
- 8 - Retrait d'un associé d'une société à capital variable
- 8 - Acte conclu par un dirigeant irrégulièrement nommé
- 10 - Contestation d'une évaluation de parts de société civile par un expert
- 11 - Demande d'un commissaire aux comptes de confirmation auprès d'un tiers
- 12 - Commissaire aux comptes suppléant : désignation irrégulière dans une société cotée

## Entrprise en difficulté

- 13 - Inopposabilité des actes accomplis par le débiteur dessaisi
- 14 - Clôture du redressement judiciaire pour extinction du passif
- 14 - Banqueroute par détournement d'actif

## Contrats

- 15 - Responsabilité pour faute du producteur d'un produit défectueux
- 16 - Caractère potestatif d'une clause de résolution
- 17 - Effet de la résolution d'une vente

## Biens de l'entreprise

- 18 - Application de la loi Pinel aux baux en cours

## Concurrence

- 19 - Soumission à un déséquilibre significatif entre les parties
- 20 - Accusations visant un concurrent ; pas de dénigrement

## Consommation

- 21 - Office du juge pour modifier une clause abusive

## Commentaire

- 23 - Loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027

## Question d'actualité

- 27 - Le calendrier des négociations commerciales relatives aux produits de grande consommation est avancé

## Question pratique

- 37 - RGPD : le recours à l'intérêt légitime, un faux ami ?

## Veilles

- 41 - Veille législative
- 42 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



31

**SOCIÉTÉS DE VÉTÉRINAIRES :  
RECOURS À LA NOTION  
DE CONTRÔLE EFFECTIF**

# Actualité des procédures collectives, n° 20 du 08 décembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

PLAN DE REDRESSEMENT

#### [Effets de la résolution du plan sur les créances contestées](#)

N° 258 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

#### [Passif exigible et créance contestée par le débiteur](#)

N° 259

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | COMPENSATION

#### [La compensation de créances connexes suppose la déclaration de la créance postérieure non utile](#)

N° 260

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTION

#### [Effet interruptif de la prescription de la déclaration de créance à l'égard de la caution](#)

N° 261

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTION

#### [Disparition de la cause de fin de non-recevoir de l'action en paiement contre la caution personne physique](#)

N° 262 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISISSEMENT

#### [Exercice du droit de retrait du sociétaire d'une caisse de crédit agricole en liquidation judiciaire](#)

N° 263 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

**Le juge-commissaire ne peut plus être saisi pour statuer sur l'admission ou le rejet des créances lorsque la résolution du plan n'est pas suivie d'une procédure de liquidation**

N° 264

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

**Détermination de la résidence principale insaisissable de l'entrepreneur individuel**

N° 265

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

**La détermination de la résidence principale de l'entrepreneur incombe au créancier souhaitant la soustraire du gage commun**

N° 266

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES TIERS

**Prescription de l'action en responsabilité contre le dirigeant de la société en liquidation en sa qualité de dirigeant d'une autre société**

N° 267

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

**Compétence du tribunal de la procédure pour une demande tendant indirectement à la modification du plan**

N° 268

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | ÉLIGIBILITÉ

**Caractérisation de la mauvaise foi du surendetté**

N° 269

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

**Un créancier ne peut obtenir, par une action en réparation du préjudice que lui cause l'absence de paiement de sa créance, le paiement d'une dette qui a été effacée**

N° 270 - Par Thierry LE BARS

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

**Effacement d'une créance de répétition de l'indu d'allocations sociales**

N° 271

[Consulter le PDF](#)



# Cahiers de droit de l'entreprise, n° 6 du 01 novembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial

UKRAINE

**Prévenir le contournement des sanctions européennes : une question de bon sens**

N° 6 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ

[Consulter le PDF](#)

### Deux mois déjà

DROIT DES AFFAIRES

**Conditions d'opposabilité au cocontractant des usages professionnels auxquels se réfèrent les devis et factures.**

N° 108

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Absence de rupture brutale des relations contractuelles en cas de révocation ad nutum d'un mandat civil.**

N° 109

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Finance durable : le Parlement adopte le règlement sur les obligations vertes européennes.**

N° 110

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**La tenue d'une assemblée avec une personne n'ayant pas la qualité d'associé entraîne obligatoirement son annulation.**

N° 111

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Action ut singuli : qualité pour agir des sociétés de gestion des fonds communs de placement.**

N° 112

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Accord du G7 sur l'encadrement de l'intelligence artificielle.**

N° 113

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Évolution de la réglementation sur les titres-restaurant : ce que le gendarme de la concurrence recommande à l'exécutif..**

N° 114

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**La loi relative à l'industrie verte est publiée !**

N° 115

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**« Fabriqué en France », « Produit en France » ou « Made in France » : comment utiliser ces mentions ?**

N° 116

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

**Contestation relative au recouvrement : l'action doit être dirigée contre le comptable public auteur des poursuites et non l'ordonnateur.**

N° 117

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

**L'engagement de 48 pays de mettre en oeuvre une norme mondiale de transparence fiscale pour les crypto-actifs d'ici 2027.**

N° 118

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Modification disciplinaire du contrat de travail d'un salarié qui s'est porté candidat aux élections professionnelles après la convocation à l'entretien préalable.**

N° 119

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Prescription de l'action en contestation de la rupture du contrat par départ à la retraite.**

N° 120

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Inopposabilité au salarié des plans de rémunération variable rédigés dans une langue autre que le français.**

N° 121

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Les tiers à une transaction peuvent invoquer la renonciation à un droit qu'elle renferme.**

N° 122

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Le déploiement de l'IA dans les organisations et son utilisation dans les recrutements.**

N° 123

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

## [La loi relative à l'industrie verte est publiée !](#)

N° 124 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

## [« Fabriqué en France », « Produit en France » ou « Made in France » : comment utiliser ces mentions ?](#)

N° 125 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

### Table ronde

CRYPTO-ACTIFS

## [Le point sur les crypto-actifs](#)

N° 6 - Par Dominique LEGEAIS , Hubert DE VAUPLANE , Sebastien PRAICHEUX et Remy OZCAN

[Consulter le PDF](#)

### Dossier

DROIT DES CONTRATS

## [Le déséquilibre significatif dans les relations commerciales](#)

N° 37 - Par Diego DE LAMMERVILLE et Thibaud D'ALÈS

[Consulter le PDF](#)

DÉSÉQUILIBRE DU PRIX

## [Déséquilibre du prix dans les contrats entre professionnels](#)

N° 38 - Par Irène GRIALOU

[Consulter le PDF](#)

ÉQUILIBRE CONTRACTUEL ET DROIT COMMUN

## [Les évolutions de l'équilibre contractuel à l'épreuve du droit commun](#)

N° 39 - Par Clément GANDIBLEUX

[Consulter le PDF](#)

OBLIGATIONS RÉCIPROQUES

## [Obligations réciproques et déséquilibre significatif](#)

N° 40 - Par Laura BENOUCHE

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMPARÉ EUROPÉEN

## [Le déséquilibre significatif dans les relations commerciales en Europe - Analyse de droit comparé](#)

N° 41 - Par Vladimir MAILLOT

[Consulter le PDF](#)

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

## [Le déséquilibre contractuel et le droit international privé](#)

N° 42 - Par Geoffroy PASCAUD et Hugo FERAUD

[Consulter le PDF](#)



DIRECTION GÉNÉRALE | CAPITAUX PROPRES

## Assouplissement des dispositions applicables aux sociétés dont les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social

N° 26 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | RETENUE À LA SOURCE

## Retenue à la source sur les revenus distribués à des personnes étrangères

N° 27 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

## L'exception d'inexécution et le bail commercial

N° 28 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | CONGÉS PAYÉS

## Congés payés et arrêt de travail : comprendre le revirement de jurisprudence de la Cour de cassation du 13 septembre 2023

N° 29 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DSA

## DSA et RGPD : la nécessité d'une lecture combinée

N° 30 - Par Julie SCHWARTZ , Sihem HASSANI et Patrice NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

# Contrats Concurrence Consommation, n° 12 du 01 décembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

CONTRATS SPÉCIAUX

#### Comparaison des pistes de réforme du droit des contrats spéciaux

N° 11 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | BLOCKCHAIN

#### Blockchain et Contrats Intelligents : L'Europe en Quête de Souveraineté dans le Numérique

N° 43 - Par Bruno DEFFAINS

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CALENDRIER DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES 2024

#### Loi n° 2023-1041 du 17 novembre 2023 portant mesures d'urgence pour lutter contre l'inflation concernant les produits de grande consommation : regard sur la portée hasardeuse d'une loi de circonstance

N° 44 - Par Anne-Cécile MARTIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDES D'ÉTAT

#### Aide d'État : la Commission adapte le calendrier de suppression progressive de l'encadrement de crise et de transition

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | CONSOMMATION

#### Du 6 au 27 octobre 2023

N° 46

[Consulter le PDF](#)

### Dossier

CONTRATS SPÉCIAUX

## Quelle réforme pour le droit des contrats spéciaux ?

N° 8 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CODE CIVIL

### Propos introductifs

N° 9 - Par Pierre-Yves GAUTIER

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS SPÉCIAUX

### Les règles communes à l'ensemble des contrats spéciaux

N° 10 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS SPÉCIAUX

### Les dispositions communes à l'ensemble des contrats spéciaux : discussion

N° 11 - Par Philippe STOFFEL-MUNCK

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS SPÉCIAUX

### La détermination du prix dans les contrats spéciaux

N° 12 - Par Thomas GENICON

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS SPÉCIAUX

### L'organisation entre les contrats spéciaux

N° 13 - Par Jérôme HUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES CONTRATS

### L'articulation avec le droit commun

N° 14 - Par Antoine GOUËZEL

[Consulter le PDF](#)

ATTRACTIVITÉ

### L'articulation avec les harmonisations européennes et/ou les conventions internationales

N° 15 - Par Marie-Elodie ANCEL

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



CONTRATS | CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

### Nouvel article 1165 du Code civil : hors-jeu pour des services d'expertise-comptable !

N° 181 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | FIXATION CONTRACTUELLE D'UN DÉLAI D'ACTION

### Pas de contrôle du caractère abusif dans un contrat entre professionnels

N° 182 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | MANDAT

### Mandat : un mandat peut être révoqué par le mandant à tout moment et sans que des motifs aient à être précisés, l'abus ne pouvant être retenu que si celui qui l'allègue prouve l'intention de nuire de son auteur ou sa légèreté blâmable

N° 183 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)



**Les usages d'une profession ont vocation à régir, sauf convention contraire, même les relations de ses membres avec des personnes étrangères à cette profession dès lors qu'il est établi que celles-ci, en ayant eu connaissance, les ont acceptés**

N° 184 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

**Non-respect d'une disposition relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et concurrence déloyale**

N° 185 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

**Information précontractuelle : étude de marché**

N° 186 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

**Revirement de jurisprudence : les règles relatives aux juridictions spécialisées sont des règles de compétence**

N° 187 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

**Appréciation des perspectives de reconversion**

N° 188 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

**Agent commercial : distinction de la personne morale agent commercial et de son dirigeant**

N° 189 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

**Ordonnance de 2019 : application dans le temps**

N° 190 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

**Nouvelles précisions sur le régime des refus d'accès à une infrastructure essentielle**

N° 191 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

**L'inobservation des règles de spécialisation judiciaire est une exception d'incompétence et non pas une fin de non-recevoir**

N° 192 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

**De l'analyse concurrentielle des clauses de non-concurrence**

N° 193 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

## L'Autorité de la concurrence et les lanceurs d'alerte

N° 194 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT CONCLU À DISTANCE

### Droit de rétractation en cas de reconduction automatique d'un contrat conclu à distance

N° 195 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

### Encore le critère du rapport direct...

N° 196 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | BAIL D'HABITATION

### Bail d'habitation

N° 197 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | VOYAGES À FORFAIT

### Voyages à forfait

N° 198 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PERQUISITION

### DGCCRF

N° 199 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

## Formule



CONTRAT

### Les clauses exonératoires de responsabilité des places de marché en ligne du fait des contrats conclus par leur entremise

N° 11 - Par Geoffray BRUNAUX

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 49 du 11 décembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### CJRestaurative

N° 1396 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MÉDIATION

#### Le CNM ou les rondeurs de la médiation

N° 1397 - Par Catherine LARÉE

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | LIBERTÉ D'EXPRESSION

#### Que reste-t-il de nos dignités ?

N° 1398 - Par Astrid MARAIS

[Consulter le PDF](#)

L'ENTRETIEN | MÉDIATION

#### « Notre objectif est d'installer durablement la médiation en bousculant, s'il le faut, les acteurs, et les habitudes »

N° 1399 - Par Myriam BACQUÉ , Frédérique AGOSTINI et Christiane FÉRAL-SCHUHL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

#### L'excès de pouvoir : obstacle à la compétence du conseiller de la mise en état pour examiner la recevabilité d'un appel-nullité

N° 1400 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | APPEL

#### Remise en main propre, par le défenseur syndical, des conclusions d'appelant à l'avocat de l'intimée

N° 1401

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ARBITRAGE

#### Arbitrage interne : obligation du juge d'appui de désigner une personne physique en qualité d'arbitre

N° 1402

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 30 novembre au 6 décembre 2023](#)

N° 1403

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 novembre 2023](#)

N° 1404

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[L'exposition fautive au Distilbène ouvre droit à réparation même si elle ne constitue pas la cause exclusive du dommage](#)

N° 1405 - Par Laura VITALE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

[Le professeur de musique qui voulait se faire entraîneur de hockey : substitution de la responsabilité de l'État !](#)

N° 1406 - Par Aline VIGNON-BARRAULT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

[Contestation d'une saisie-attribution : quand une assignation vient au secours d'une autre](#)

N° 1407 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

[Revirement tant attendu sur les conditions de la reprise des actes conclus avant immatriculation](#)

N° 1408 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSITION ÉCOLOGIQUE

[Transition écologique des entreprises : ouverture d'une plateforme pour faciliter leur accès aux aides](#)

N° 1409

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 30 novembre au 6 décembre 2023](#)

N° 1410

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 novembre 2023](#)

N° 1411

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PARTAGE DE LA VALEUR

[La loi prévoyant un meilleur partage de la valeur dans l'entreprise est publiée](#)

N° 1412

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Congés payés et arrêt maladie : le droit français sera mis en conformité « au premier](#)



## [trimestre 2024 »](#)

N° 1413

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 30 novembre au 6 décembre 2023](#)

N° 1414

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

### [Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 novembre 2023](#)

N° 1415

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

### [Des conséquences de la défaillance d'une condition suspensive](#)

N° 1416 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

### [Mesure et réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans la fonction publique de l'État](#)

N° 1417

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

### [Modalités des échanges électroniques entre les experts et les juridictions administratives](#)

N° 1418

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

### [Journal officiel du 30 novembre au 6 décembre 2023](#)

N° 1419

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

### [Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 13 au 19 novembre 2023](#)

N° 1420

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE L'ESCLAVAGE

### [Enrichissement des obligations positives](#)

N° 1421 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DISCRIMINATION RELIGIEUSE

### [Chronique d'une islamophobie ordinaire](#)

N° 1422 - Par Gérard GONZALEZ

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | NOUVELLES TECHNOLOGIES

### [AI Act : la Défenseure des droits et la CNCDH expriment leurs « profondes inquiétudes »](#)

N° 1423

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

### [Seule une violation fautive du RGPD peut conduire à l'imposition d'une amende administrative](#)

N° 1424

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CORONAVIRUS

## [La CJUE valide sous conditions certaines restrictions de déplacement appliquées par les États membres pendant la pandémie de Covid-19](#)

N° 1425

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRAT DE TRAVAIL

## [Les conditions de mise en oeuvre de la clause de mobilité revêtant un caractère disciplinaire](#)

N° 1426 - Par Thomas HUGON

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## [La musique adoucit les moeurs](#)

N° 1427 - Par Guylain CLAMOUR

[Consulter le PDF](#)

### [La Semaine de la doctrine](#)



L'ÉTUDE | ENVIRONNEMENT

## [Le Conseil constitutionnel et les intérêts des générations futures](#)

N° 1428 - Par Judith ROCHFELD et Laurent FONBAUSTIER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

## [Droit des contrats](#)

N° 1429 - Par Dimitri HOUTCIEFF , Grégoire LOISEAU , Georges VIRASSAMY et Yves-Marie SERINET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ENVIRONNEMENT

## [Enjeux et rôle des acteurs du capital-investissement](#)

N° 1430 - Par Xavier PETET

[Consulter le PDF](#)

### [La Semaine du praticien](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [Réforme de la formation professionnelle des avocats](#)

N° 1431

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [Le président du CNB fait le bilan de la mandature](#)

N° 1432

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

## [L'IBA complète ses lignes directrices sur les entreprises et les droits de l'homme](#)

N° 1433

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 50 du 14 décembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### SOCIÉTÉ

**3 QUESTIONS - Le régime de responsabilité civile envisagé par la proposition de directive européenne sur le devoir de vigilance - Rapport du HCJP**

N° 1092 - Par Tom VAUTHIER

#### MARCHÉ FINANCIER

**Secteur financier : les AES proposent des modifications aux informations à fournir en matière de durabilité**

N° 1093

#### BIBLIOGRAPHIE

**Code monétaire et financier 2024**

N° 1094

#### BIBLIOGRAPHIE

**Comptabilité et fiscalité - Du résultat comptable au résultat fiscal**

N° 1095

#### DONNÉES CHIFFRÉES

**Le salaire des jeunes diplômés en hausse en 2023**

N° 1096

### Actualités

#### AFFAIRES | ARBITRAGE

**Obligation du juge d'appui de désigner une personne physique en qualité d'arbitre**

N° 1097

#### AFFAIRES | ASSURANCE

**Transposition de la directive sur la responsabilité civile et l'assurance des véhicules automoteurs**

N° 1098

AFFAIRES | ASSURANCE

**Perte de gains professionnels futurs subis par la victime d'un accident**

N° 1099

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

**Droit de préférence du locataire à bail commercial et vente judiciaire sur saisie immobilière**

N° 1100

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

**Clause résolutoire : activité affectée par des mesures Covid**

N° 1101

AFFAIRES | BANQUE

**Cadre et exigences communs pour les gestionnaires et les acheteurs de crédits : la directive est transposée**

N° 1102

AFFAIRES | BANQUE

**L'ABE publie des orientations à l'intention des superviseurs LBC-FT des CASP**

N° 1103

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Le règlement instaurant le nouvel instrument anti-coercition de l'UE est publié**

N° 1104

AFFAIRES | CONTRAT

**Condition suspensive relative à la prise en charge d'une indemnité dans le cadre d'un contrat de travail conclu par un footballeur professionnel**

N° 1105

AFFAIRES | ENTREPRISE

**RSE : la directive CSRD est transposée**

N° 1106

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Nullités de la période suspecte : champ d'application**

N° 1107

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**La directive sur les contrats de services financiers conclus à distance est publiée**

N° 1108

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Finance durable : le règlement sur les obligations vertes européennes est publié**

N° 1109

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Défaut de réponse aux questionnaires de connaissance client : le Médiateur de l'AMF**

## **fait le point sur les conséquences en découlant**

N° 1110

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

## **AES : éclaircissements et conseils aux consommateurs sur la finance durable**

N° 1111

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

## **Les seuils applicables pour les marchés publics sont publiés au JOUE**

N° 1112

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE

## **Circulaire de présentation de la loi Justice 2023-2027**

N° 1113

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## **Nullité du licenciement intervenu dans un contexte de harcèlement sexuel dénoncé par le salarié : précisions sur les exigences probatoires**

N° 1114 - Par Sabrina TERZIAN

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

## **Contestation relative à la désignation des membres de la délégation au CSE central : compétence territoriale**

N° 1115

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## **Sport professionnel : rupture unilatérale du CDD par l'employeur à la suite du refus du salarié d'accepter une baisse de rémunération**

N° 1116

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## **Étrangers : conservation temporaire du droit de travailler après l'expiration de la carte de séjour**

N° 1117

SOCIAL | PROCÉDURE CIVILE

## **Appel : la remise en main propre, par le défenseur syndical, des conclusions d'appelant à l'avocat de l'intimée**

N° 1118

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## **Amiante : la nouvelle directive est publiée**

N° 1119

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## **Nouvelle rubrique du BOSS relative à l'exonération applicable aux JEI-JEU**

N° 1120

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## **Réduction de cotisations patronales : document requis de l'employeur**



N° 1121

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

**Inclusion des congés payés dans la rémunération : établissement fermant plus de 5 semaines par an**

N° 1122

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Modalités d'application de l'obligation pour les prestataires de services de paiement de tenir des registres de paiements transfrontaliers**

N° 1123

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Les taux de versement mobilité applicables au 1er janvier 2024**

N° 1124

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Chiffres d'affaires des micro-entrepreneurs : modalités d'application des échanges d'informations entre l'administration fiscale et l'Acoss**

N° 1125

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

**Contributions sociales sur les revenus de placements issus de fonctions salariées**

N° 1126

## Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

**Stratégie RSE des entreprises : enjeux et risques liés aux parties prenantes**

N° 1364 - Par Étienne KOWALSKI et Jean CAPPELIÉ

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

**Société en formation : enfin le formalisme recule !**

N° 1365 - Par Bruno DONDERO

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Recevabilité de l'action en réparation engagée par un créancier contre le dirigeant d'une société en procédure collective : la portée de la faute séparable**

N° 1366 - Par Anthony TARDIF

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

**Baux commerciaux**

N° 1367 - Par Fabien KENDÉRIAN , Joël MONÉGER , Bastien BRIGNON , Abdoulaye MBOTAINGAR , Emmanuelle CHAVANCE , Valérie PANEPINTO , Catherine SAINT GENIEST , Arnaud COLIN et Sébastien REGNAULT

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

**Loi partage de la valeur : mesures vertueuses et contraintes virtuelles**

N° 1368 - Par Louis LADAIGUE

SOCIAL | CONTENTIEUX

## **Contentieux URSSAF : de l'intérêt de connaître le CRPA**

N° 1369 - Par François TAQUET

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

## **Taux de financement intra-groupe : la preuve impossible ?**

N° 1370 - Par Thierry PONS

# Revue de droit bancaire et financier, n° 6 du 01 novembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

WEFE NEXUS

#### **WEFE NEXUS, ODD et taxonomie financière**

N° 6 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | DROIT AU COMPTE

#### **Droit au compte : vers un régime spécial ?**

N° 99 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | HCJP

#### **HCJP : rapport sur la révision de la directive sur les services de paiement**

N° 100

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | HCJP

#### **HCJP : rapport sur le régime de liquidation des fonds d'investissement en situations spéciales**

N° 101

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

#### **Publication de critères communs sur l'indépendance des autorités de surveillance**

N° 102

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAIEMENT

#### **Focus sur les caractéristiques et limites du futur euro numérique**

N° 103

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

#### **L'EBA recommande d'améliorer le cadre du premier pilier afin de prendre en compte les risques environnementaux et sociaux**

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DÉCENTRALISÉE

### [ACPR : de nouvelles pistes pour la réglementation de la finance décentralisée](#)

N° 105

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

### [Actualisation de la FAQ relative aux Sustainable Linked Bonds \(SLBs\) par l'ICMA et le comité exécutif](#)

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

### [Rapport annuel du Financial Stability Board](#)

N° 107

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

### [Le conseil de stabilité financière analyse l'efficacité des paiements transfrontaliers](#)

N° 108

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

### [Programme de travail de l'EBA](#)

N° 109

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

### [Programme de travail des ESAs](#)

N° 110

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

### [État d'avancement du comité de Bâle dans la mise en oeuvre des normes de Bâle III](#)

N° 111

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PAIEMENT INSTANTANÉ

### [De l'euro à wero, il n'y a qu'une lettre : point d'étape sur le paiement instantané européen](#)

N° 112

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ARRÊTÉ DES COMPTES

### [Sociétés cotées : arrêté des comptes 2023 et travaux de revue des états financiers](#)

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FONDS D'INVESTISSEMENTS

### [Champ lexical ESG dans l'industrie des fonds de l'UE](#)

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

### [Programme de travail de l'ESMA](#)

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MONNAIES NUMÉRIQUES DE BANQUE CENTRALE INTERBANCAIRE

## Expérimentation de la finance décentralisée pour le règlement d'opérations transfrontières en MNBC de gros

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT DORA

## Publication d'un rapport sur le paysage des fournisseurs tiers de TIC dans l'Union européenne

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

## Du 19 septembre au 31 octobre 2023

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

## Veille des publications

N° 119

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | DROIT BANCAIRE

## Droit bancaire, oct. 2023

N° 120

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | RÈGLEMENT MICA

## MICA. - Règlement (UE) 2023/1114 du 31 mai 2023

N° 121

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | PTZ

## L'élargissement du PTZ et ses conséquences

N° 122

[Consulter le PDF](#)

EN BREF | AMF

## L'AMF a 20 ans

N° 123

[Consulter le PDF](#)

## Entretien



HCJP

## La révision de la directive sur les services de paiement 2 (DSP2) - actualité

N° 9 - Par Frédérick LACROIX

[Consulter le PDF](#)

## Études



CESSION DE CRÉANCE

## De quelques risques fiscaux liés à la cession de créance

N° 16 - Par Olivier DEBAT

[Consulter le PDF](#)

RÈGLEMENT DORA



## Quels sont les changements introduits par DORA en matière contractuelle et comment les acteurs peuvent-ils se préparer ?

N° 17 - Par Jean-Baptiste POULLE , Lise WANTIER et Camille HERVÉ

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS FINANCIÈRES

## Les sanctions individuelles prises par l'UE contre la Russie et leur mise en oeuvre par les banques européennes

N° 18 - Par Caroline KLEINER

[Consulter le PDF](#)

CAUTIONNEMENT

## Le cautionnement et le principe de l'unicité de l'instance

N° 19 - Par Deborah SENANEDJ

[Consulter le PDF](#)

CLAUSES ABUSIVES

## Caractère abusif de clauses de contrats de consommation : vers un équilibre entre la protection du consommateur et du professionnel ?

N° 20 - Par Clara GRUDLER

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



DROIT BANCAIRE | RESPONSABILITÉ DES PRESTATAIRES DE SERVICES DE PAIEMENT

## Ordres de virement falsifiés sous l'empire de la DSP 1 : désordres autour de la responsabilité des PSP

N° 167 - Par Thierry SAMIN et Stéphane TORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

## Portée de la fiche de renseignement en matière de cautionnement

N° 168 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

## Interprétation de l'acte de cautionnement

N° 169 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

## Cautionnement : preuve de l'exécution de l'obligation d'information

N° 170 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

## Créancier professionnel et cautionnement

N° 171 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

## Saisie immobilière et titre exécutoire

N° 172 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

## Saisie de droits incorporels et mise à prix

N° 173 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

### [Vérification du titre exécutoire et commissaire de justice](#)

N° 174 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

### [Titre exécutoire et prescription](#)

N° 175 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

### [Titre exécutoire et prescription](#)

N° 176 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

### [Surendettement et déchéance du terme](#)

N° 177 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

### [Surendettement et relevé d'office](#)

N° 178 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

### [Déclaration des intérêts de retard](#)

N° 179 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

### [Contestation des créances et délai de forclusion de l'article R. 624-5 du Code de commerce](#)

N° 180 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

### [Revendication et délais](#)

N° 181 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

### [Arrêt des poursuites individuelles et constatation de la résolution d'un contrat](#)

N° 182 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | VÉRIFICATIONS DES CRÉANCES

### [Vérification des créances et réponse du créancier](#)

N° 183 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | VÉRIFICATION DES CRÉANCES

### [Indivisibilité de la procédure de vérification des créances](#)

N° 184 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | OPEN FINANCE

### [La proposition de règlement relatif à un cadre pour l'accès aux données financières](#)

N° 185 - Par Marie GILLOUARD

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | SOCIÉTÉ DE GESTION

## [Le Conseil d'État rejette la demande de renvoi d'une QPC présentée par les dirigeants de la société H2O AM LLP](#)

N° 186 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | OFFRES PUBLIQUES

## [Confirmation partielle de l'arrêt de la cour d'appel de Paris dans l'affaire Prologue](#)

N° 187 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FONDS D'INVESTISSEMENT DURABLES

## [Dénomination des fonds durables : un nouveau serpent de mer européen ?](#)

N° 188 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | PROTECTION DES CLIENTS DE DÉTAIL

## [La Commission européenne souhaite renforcer l'attractivité des marchés financiers auprès des investisseurs de détail](#)

N° 189 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | RÉTROCESSIONS

## [Focus sur la réécriture des règles relatives aux rétrocessions \(« inducements »\)](#)

N° 190 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

## **Dossier**



RÉGULATION FINANCIÈRE

## [Régulation financière et régulation de l'énergie \(Partie 1\)](#)

N° 34 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

RÉGULATION DE L'ÉNERGIE

## [Les produits spot sur l'électricité](#)

N° 35 - Par Zohra BOUMEDHEL

[Consulter le PDF](#)

RÉGULATION FINANCIÈRE

## [Le Power Purchase Agreement financier](#)

N° 36 - Par Pauline LARROQUE

[Consulter le PDF](#)

RÉGULATION

## [L'organisation des marchés financiers et des marchés de gros de court terme de l'électricité](#)

N° 37 - Par Anne-Claire ROUAUD et Arnaud SÉE

[Consulter le PDF](#)

MARCHÉS FINANCIERS

## [La formation des prix sur les marchés financiers](#)

N° 38 - Par Stéphane GIORDANO

[Consulter le PDF](#)



PSAN

## La réforme de l'enregistrement et de l'agrément PSAN : défi ou opportunité en vue de MiCA ?

N° 1 - Par Matthieu LUCCHESI et Luc COLIN

[Consulter le PDF](#)

# Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 6 du 01 novembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Repère

PROCÉDURE DE CONCILIATION

#### [Le retour en grâce des délais de grâce](#)

N° 6 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | RESTRUCTURATION

#### [Analyse de l'accès au crédit bancaire des entreprises en restructuration](#)

N° 33

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

#### [15 juin - 15 août 2023](#)

N° 34 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | BAIL COMMERCIAL

#### [Le sort du bail commercial dans les procédures collectives](#)

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | CODE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 2024

#### [Code des entreprises en difficulté 2024](#)

N° 36

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

#### [Du 1er octobre au 1er décembre 2023](#)

N° 37

[Consulter le PDF](#)

### Études

RESTRUCTURATION ET INSOLVABILITÉ



## La réforme du droit luxembourgeois des entreprises en difficulté à l'aune de la transposition de la directive 2019/1023/UE sur la restructuration et l'insolvabilité

N° 10 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE

### Procédure de traitement de sortie de crise : bilan parisien avant l'acte II

N° 11 - Par Stephen ALMASEANU

[Consulter le PDF](#)

## Chronique

JURISPRUDENCE LOCALE

### Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 2 - Par Véronique BOURGNINAUD , Maxime COTTIGNY , Christophe DELATTRE , Marjorie EECKHOUDT , Bertille GHANDOUR , Corinne ROBACZEWSKI et Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires

SANCTIONS CIVILES | PROCÉDURE

### Liquidation judiciaire d'un groupement d'intérêt économique. Absence de qualité du liquidateur pour exercer une action contre les membres pour obtenir leur contribution aux pertes du groupement ou pour leur faire supporter l'insuffisance d'actif

N° 85 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANT

### Extension de la liquidation judiciaire pour confusion de patrimoines. Conséquences sur l'insuffisance d'actif mise à la charge du dirigeant de la société soumise à la procédure collective initiale

N° 86 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

### Absence de prise en compte des fautes de gestion commises pendant la période d'observation du redressement judiciaire converti en liquidation judiciaire

N° 87 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | LIEN DE CAUSALITÉ

### Nécessité de caractériser le rôle causal de la faute de gestion dans tout ou partie de l'insuffisance d'actif

N° 88 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | LIEN DE CAUSALITÉ

### Nécessité d'établir l'existence d'un lien entre un manque de rigueur dans la tenue de la comptabilité et l'insuffisance d'actif

N° 89 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | CONDAMNATION

## **Impossibilité pour le dirigeant de faire face à sa condamnation à combler l'insuffisance d'actif. Dette professionnelle. Procédure de surendettement inapplicable**

N° 90 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | CONSEIL EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

## **Dépôt d'un brevet et convention de licence non exclusive d'exploitation. Responsabilité civile professionnelle du conseil en propriété industrielle dans la rédaction du contrat de licence**

N° 91 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **Nouvelle confrontation du droit de l'arbitrage avec la règle de l'arrêt des poursuites**

N° 92 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **Action en constatation d'une clause résolutoire acquise avant le jugement d'ouverture**

N° 93 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **Le dirigeant social ne peut invoquer le principe de l'arrêt des poursuites**

N° 94 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **La suspension des poursuites ne bénéficie pas au dirigeant solidairement responsable pour des faits de fraude**

N° 95 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **La suspension des poursuites contre la caution personne physique ne constitue pas une atteinte disproportionnée au droit d'agir du créancier**

N° 96 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | ARRÊT DES POURSUITES

## **Plan de sauvegarde : maintien de la suspension des poursuites individuelles pendant son exécution**

N° 97 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | REPRISE DES POURSUITES

## **Clôture de la liquidation judiciaire : le coobligé qui a payé une créance antérieure à la place du débiteur peut exercer l'action en garantie de paiement**

N° 98 - Par Francine MACORIG-VENIER

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | INTÉRÊT COLLECTIF. - QUALITÉ POUR AGIR DU LIQUIDATEUR

## **Obligation aux dettes des membres d'un GIE - Recevabilité de l'action du liquidateur judiciaire (non)**

N° 99 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | INTÉRÊT COLLECTIF. - QUALITÉ POUR AGIR DU LIQUIDATEUR

## Action paulienne : qualité pour agir du liquidateur judiciaire pour reconstituer le gage commun « théorique » des créanciers

N° 100 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | INTÉRÊT COLLECTIF - QUALITÉ POUR AGIR DU LIQUIDATEUR

## Seul le liquidateur judiciaire peut agir dans l'intérêt collectif des créanciers pour réclamer à nouveau le prix de vente du fonds de commerce à l'acquéreur lorsqu'un paiement non libératoire a été réalisé avant l'expiration du délai d'opposition

N° 101 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | RÉALISATION DE L'ACTIF

## Vente de gré à gré d'un immeuble et droit de préemption du locataire commercial : constance de la Cour de cassation

N° 102 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

## Dessaisissement en liquidation judiciaire : l'irrecevabilité de l'appel formé par le seul débiteur constitue une fin de non-recevoir qui doit être relevée d'office par le juge

N° 103 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | DESSAISISSEMENT

## Dessaisissement en liquidation judiciaire : irrecevabilité de l'action en responsabilité du débiteur contre son avocat mandaté dans l'exercice d'un droit propre qui constitue une action à finalité patrimoniale

N° 104 - Par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ

## Maintien provisoire d'activité. - Exploitations agricoles

N° 105 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE | CLÔTURE

## Indisponibilité des fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations même après clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

N° 106 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

## Dossier



ACTIFS NUMÉRIQUES

## Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve des actifs numériques

N° 45 - Par Malika DOUAOUI-CHAMSEDDINE

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

## Propos introductifs

N° 46 - Par Malika DOUAOUI-CHAMSEDDINE

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

## Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve des actifs numériques

N° 47 - Par Didier GUÉVEL

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Présentation technique et concrète de la blockchain et des actifs numériques](#)

N° 48 - Par Fabien AUFRECHTER

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Présentation juridique des actifs numériques et de la blockchain : aspects de droit bancaire et financier](#)

N° 49 - Par Arnaud GRÜNTHALER

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Le régime juridique des actifs numériques en prévention](#)

N° 50 - Par Charlotte FORT et Giulio Cesare GIORGINI

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Règles comptables et fiscales des actifs numériques en prévention](#)

N° 51 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Le client du conservateur de stablecoins et de crypto-monnaies volatiles en période d'observation sera-t-il traité comme un créancier ou un propriétaire ?](#)

N° 52 - Par Malika DOUAOUI-CHAMSEDDINE

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Tokenisation, jetons utilitaires et période d'observation](#)

N° 53 - Par Sarah FARHI

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Les pouvoirs respectifs du débiteur et de l'administrateur judiciaire sur les crypto-actifs en période d'observation](#)

N° 54 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Les outils économiques de prédiction des défaillances de crypto-actifs](#)

N° 55 - Par Béatrice DUMONT

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Le liquidateur judiciaire face à l'existence d'actif numérique : quelles bonnes pratiques adopter ?](#)

N° 56 - Par Jim SOHM

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Le regard de l'avocat : actifs numériques et fiducie à l'épreuve du droit des entreprises en difficulté](#)

N° 57 - Par Cédric DUBUCQ et Mathis CAMPESTRIN

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### [Le prestataire de services sur crypto-actifs en difficulté : l'apport du droit bancaire et](#)

## financier

N° 58 - Par Gautier BOURDEAUX

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### **Les crypto-actifs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité transfrontalière régie par le droit européen**

N° 59 - Par Jean-Luc VALLENS

[Consulter le PDF](#)

ACTIFS NUMÉRIQUES

### **Propos conclusifs**

N° 60 - Par David ROBINE

[Consulter le PDF](#)

# Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 6 du 11 décembre 2023

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial

GREEN TRANSPARENCY

#### Green transparency

N° 245 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

FOCUS | DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LE DEVOIR DE DILIGENCE

#### Une harmonisation délicate des normes portées par la directive européenne sur le devoir de diligence raisonnable des entreprises en matière de durabilité avec les standards internationaux préexistants

N° 246 - Par Randolph AMILCAR

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

#### France : procès devant la Cour de justice de la République contre l'actuel ministre de la Justice

N° 247

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRACFIN

#### France : publication par TRACFIN de 29 fiches pratiques dans le cadre de son rapport annuel

N° 248

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### France : exit le legal privilege

N° 249

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CNIL

#### France : FAQ de la CNIL relative à la décision d'adéquation prise par la Commission européenne dans le cadre des transferts de données personnelles européennes vers les États-Unis



N° 250

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OBSERVATOIRE EUROPÉEN DE FISCALITÉ

**France : étude de l'Observatoire européen de fiscalité sur l'optimisation et l'évasion fiscale**

N° 251

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CANAL +

**France : Canal + sanctionné par la CNIL pour atteinte aux droits des personnes**

N° 252

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT PAR LA DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE AU RENSEIGNEMENT

**France : publication d'un rapport par la délégation parlementaire au renseignement soulignant les risques d'ingérence étrangère via certains cabinets de conformité anglo-saxons**

N° 253

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONSEIL D'ÉTAT

**France : rejet de l'annulation par le Conseil d'État de la suspension d'un un général de division suspecté de corruption**

N° 254

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OBSERVATOIRE DE L'ÉTHIQUE PUBLIQUE

**France : publication d'un guide pratique par l'Observatoire de l'éthique publique relatif à la maîtrise des risques d'atteintes à la probité dans les collectivités territoriales**

N° 255

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | VINCENT BOLLORÉ

**France : demande de Vincent Bolloré d'annulation de toute la procédure relative à sa mise en examen pour des faits de corruption au Togo**

N° 256

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

**France : publication par l'AFA d'un « point » sur la problématique des paiements de facilitation**

N° 257

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

**France : lancement par l'AFA d'une consultation publique sur le nouveau plan national de lutte contre la corruption**

N° 258

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

**Pays-Bas : amendes par le ministère public néerlandais à des personnes physiques et morales néerlandaises pour contournement des sanctions internationales dans le cadre de la construction russe du pont de Crimée**

N° 259

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

## [Union européenne : rapport d'Amnesty International sur les échecs de la réglementation des logiciels espions de l'UE](#)

N° 260

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CEDH

## [Europe : arrêt de la CEDH relatif à la corruption par Total et Vitol dans l'affaire « pétrole contre nourriture »](#)

N° 261

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMMISSION EUROPÉENNE

## [Union européenne : publication d'un rapport statistique de la Commission européenne sur le contrôle des exportations des biens à double-usage](#)

N° 262

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## [Chine : les contrôles à l'exportation chinois pourraient fragiliser les importateurs sud-coréens de graphite basés aux États-Unis](#)

N° 263

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÉSIDENT BIDEN

## [États-Unis : signature d'un décret par le président Biden pour réguler a minima l'IA](#)

N° 264

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | US

## [États-Unis : les États-Unis ciblés par des institutions financières comme ayant le plus d'entreprises non éthiques](#)

N° 265

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONTRÔLES À L'EXPORTATION

## [États-Unis : mise à jour des contrôles à l'exportation des semi-conducteurs de pointe vers la Chine](#)

N° 266

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DOJ

## [États-Unis : nouvelles orientations du DOJ pour inciter à la divulgation volontaire des incidents identifiés dans le cadre de transactions de M&A](#)

N° 267

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DOJ

## [États-Unis : lettre d'opinion du DOJ concernant l'application du FCPA en matière de soutien à l'étranger](#)

N° 268

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OCDE

## [OCDE : rapport sur la lutte au Brésil contre la corruption d'agents publics étrangers](#)

N° 269

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OMC

## [OMC : rapport 2023 soulignant l'impact des sanctions et du contrôle des exportations sur le commerce mondial](#)

N° 270

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UK

## [Royaume-Uni : adoption de la loi sur la criminalité économique et la transparence des entreprises](#)

N° 271 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

## [Adoption de la loi « industrie verte »](#)

N° 272

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

## [Devoir de vigilance - Mise en demeure de Carrefour \(approvisionnement en thon\)](#)

N° 273

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHANGEMENT CLIMATIQUE

## [Contribution au changement climatique - Plainte pénale contre Totalenergies](#)

N° 274

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFORESTATION

## [Association à des pratiques de déforestation - Plainte pénale contre quatre banques](#)

N° 275

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

## [Reporting extrafinancier - Nouveaux outils de mise en oeuvre des normes ESRS](#)

N° 276

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TAXONOMIE VERTE

## [Taxonomie verte - Rapport de l'ESMA sur la qualité du reporting](#)

N° 277

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LOI ALLEMANDE

## [Loi allemande sur le devoir de vigilance - Nouvelle plainte contre des supermarchés \(approvisionnement des bananes\)](#)

N° 278

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## [Nature & biodiversité - Publication du cadre de reporting de la TNFD](#)

N° 279

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | WORLD BENCHMARKING ALLIANCE

## [World Benchmarking Alliance - Rapport 2023 sur les pratiques des entreprises](#)

N° 280 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

## Dossier



DEVOIR DE VIGILANCE & TRANSPARENCE : LES NOUVELLES OBLIGATIONS CLIMATIQUES DES ENTREPRISES

### Introduction

N° 281 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE VIGILANCE & TRANSPARENCE : LES NOUVELLES OBLIGATIONS CLIMATIQUES DES ENTREPRISES

### L'émergence de la vigilance climatique des entreprises, source de contentieux

N° 282 - Par Anne STEVIGNON

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE VIGILANCE & TRANSPARENCE : LES NOUVELLES OBLIGATIONS CLIMATIQUES DES ENTREPRISES

### Les sentinelles de la vigilance climatique

N° 283 - Par Brice LANIYAN et Paul MOUGEOLLE

[Consulter le PDF](#)

DEVOIR DE VIGILANCE & TRANSPARENCE : LES NOUVELLES OBLIGATIONS CLIMATIQUES DES ENTREPRISES

### Le Say on climate à l'aube de l'information en matière de durabilité

N° 284 - Par Thiphaine SAUPIN

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



LANCEUR D'ALERTE

### N'est pas lanceur d'alerte qui veut

N° 285 - Par Blanche BALIAN

[Consulter le PDF](#)

## Fiche pratique



RELATION D'AFFAIRES

### LCB-FT, gestion de la relation d'affaires après transmission d'une déclaration de soupçon, enjeux opérationnels

N° 286

[Consulter le PDF](#)

## À la une

**Assujettissement à cotisations de sécurité sociale des sommes distribuées par une SEL à une SPFPL**note par Vincent ROULET sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 19 oct. 2023

*Les bénéficiaires de la société d'exercice libéral (SEL), au sein de laquelle le travailleur indépendant exerce son activité, constituent le produit de son activité professionnelle et doivent entrer dans l'assiette des cotisations sociales dont il est redevable.*



© andylier\_AdobeStock

## Actualité

**« L'autorégulation est la garantie de notre indépendance »**

entretien avec Bruno BLANQUER

## Technique

**Le statut de repent**

par Nathalie FINCK

## Doctrine

**Le juge administratif : artisan du dialogue entre le contentieux et l'amiable**

étude par Marie-Odile DIEMER

## Jurisprudence

**L'obligation impérative du serment des personnes qualifiées en enquête préliminaire**

note par Philippe COLLET sous Cass. crim., 11 oct. 2023

## Gazette Spécialisée

## DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

## • Grégory DUMONT

*Avocat au barreau des Hauts-de-Seine, associé,  
CMS Francis Lefebvre Avocats*

## • Quentin GUILLET-SCHIELÉ

*Maître de conférences à l'université Toulouse Capitole*

AVEC LA PARTICIPATION DE

Sylvain BERNARD, Alexandre CHARPY, Axelle DUPIRE, Marie GAYET, Julien LAURENT, Clément MIMRAN, Christelle RIEUBERNET et Pierre-Jean THIL



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL456q1 ■ Un guide sur les droits de l'Homme pour faire « reculer les ténèbres » 3
- GPL457r1 ■ La confidentialité des avis juridiques de retour au Sénat 5
- GPL457d8 ■ Avocat mandataire sportif : publication d'un vade-mecum 6
- GPL457q0 ■ « L'autorégulation est la garantie de notre indépendance » entretien avec Bruno BLANQUER 9


## Technique

- GPL457d9 ■ Le statut de repenté par Nathalie FINCK 12

## Doctrine

- GPL456g9 ■ Le juge administratif : artisan du dialogue entre le contentieux et l'amiable étude par Marie-Odile DIEMER 14

## Jurisprudence

- GPL457p5 ■ Assujettissement à cotisations de sécurité sociale des sommes distribuées par une SEL à une SPFPL note par Vincent ROULET sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 19 oct. 2023 18
- GPL456v3 ■ L'obligation impérative du serment des personnes qualifiées en enquête préliminaire note par Philippe COLLET sous Cass. crim., 11 oct. 2023 21
- GPL457k6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 24
- GPL457g8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL457k5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 30
- GPL456y3 ■ Panorama de jurisprudence de la cour d'appel de Montpellier sous la coordination scientifique de Christophe ALBIGES 31
- GPL456e9 ■ Chronique de jurisprudence de droit et de déontologie de la profession d'avocat sous la direction de Jean VILLACÈQUE avec la collaboration d'Alain ANDORNO, Bertrand de BELVAL, Jean-Luc GAINETON et Daniel LANDRY <https://lext.so/GPL456e9> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

37

Sous la responsabilité scientifique de  
Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Grégory DUMONT

Nous informons nos lecteurs que la parution de la *Gazette du Palais*  
reprendra le 9 janvier 2024  
Excellentes fêtes de fin d'année.

Notamment dans ce numéro :

## CHRONIQUES

### DROIT COMMUN DES CONTRATS

**Théorie générale** → La force majeure financière n'existe pas. *Bis repetita* – par Mathias Latina (P. 8)  
→ De l'influence du régime de l'exécution forcée en nature sur celui de la réparation pécuniaire...  
et réciproquement – par Frédéric Dournaux (P. 14) **Responsabilité** → Contrôle de proportionnalité  
et garantie des vices cachés : plaider pour savoir raison garder ! – par Sophie Pellet (P. 20)

### CONTRATS SPÉCIAUX

**Contrats translatifs** → Garantie des vices cachés : de Charybde en Scylla – par Louis Thibierge (P. 30)  
**Contrats de jouissance** → L'exception d'inexécution et le bail – par Jean-Baptiste Seube (P. 36)  
**Contrats et droit des sociétés** → Clause statutaire d'exclusion et pacte contenant une promesse  
de cession de droits sociaux : une coexistence possible – par Marie Caffin-Moi (P. 38)

### CONTRAT ET AUTRES DROITS

**Droit de la consommation** → Quel régime pour les actions en restitutions consécutives au constat  
du caractère abusif d'une clause ? – par Garance Cattalano (P. 48) **Droit de la concurrence** → Droits  
TV : l'allongement de la durée des contrats ne soulève pas de problème de concurrence – par Jean-  
Christophe Roda (P. 56) **Droit des biens** → Absence de subrogation du prêteur dans le bénéfice de la  
clause de réserve de propriété du vendeur – par Frédéric Danos (P. 65)

### SOURCES DU DROIT DES CONTRATS

**Droit européen des contrats** → Comment qualifier le consommateur dans un contrat à finalité  
mixte ? – par Aline Tenenbaum (P. 70)

## DOSSIER

→ De la réparation à la sanction : l'amende civile, regards croisés franco-italiens (P. 75)

# Sommaire

SOMMAIRE DE LA REVUE DE DÉCEMBRE 2023

## Chroniques

### Droit commun des contrats

#### Théorie générale

**P. 8** La force majeure financière n'existe pas.

*Bis repetita*

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 15 juin 2023, n° 21-10119, FS-B*

RDC201q9 ■ La Cour de cassation a réaffirmé que le débiteur d'une obligation contractuelle de somme d'argent inexécutée ne peut s'exonérer de cette obligation en invoquant un cas de force majeure. Les obligations monétaires sont donc immunisées contre la force majeure lorsque celle-ci entraîne des difficultés financières, le débiteur devant toujours en supporter le risque.

par Mathias Latina

**P. 11** L'incertain retour de l'ordre public dans les cessions d'offices notariaux

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 juin 2023, n° 21-16833, FS-B*

RDC201t5 ■ Peut-on corriger une nomination administrative en y faisant échec par un arrangement individuel ? Telle est la question que posait la mise en œuvre de la loi du 6 août 2015, qui a réformé, entre autres sujets, les créations d'offices notariaux. Un notaire ayant reçu le droit de s'établir librement dans une zone de création peut-il se substituer un reprenneur ? La Cour de cassation s'y est opposée sur le fondement de l'article 1162 du Code civil, ce qui n'empêche pas de se demander si l'intervention de l'ordre public était justifiée, et sur quel aspect du contrat l'impérativité produisait concrètement ses effets.

par Rémy Libchaber

**P. 14** De l'influence du régime de l'exécution forcée en nature sur celui de la réparation pécuniaire... et réciproquement

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 6 juill. 2023, n° 22-10884, FS-B*

RDC201s5 ■ La demande de démolition et reconstruction, qu'elle tende à l'exécution forcée en nature ou à l'indemnisation du créancier à hauteur de cette mesure, est désormais soumise à un contrôle de proportionnalité uniforme. Cette solution, justifiée par un souci louable d'égalité de traitement, procède cependant d'une assimilation contestable de fondements distincts et suscite une confusion des logiques propres à l'exécution forcée et à la réparation pécuniaire de l'inexécution.

par Frédéric Dournaux

#### Responsabilité

**P. 20** Contrôle de proportionnalité et garantie des vices cachés : plaider pour savoir raison garder !

*Cass. com., 5 juill. 2023, n° 22-11621, FS-B*

RDC201r3 ■ L'arrêt commenté met en œuvre une règle absolument classique du droit des contrats spéciaux, la présomption irréfragable de connaissance du vice de la chose vendue qui pèse sur le vendeur professionnel, laquelle l'oblige à réparer l'intégralité du dommage causé par la chose. Mais, auparavant, la Cour de cassation a vérifié qu'elle ne portait pas une atteinte disproportionnée au droit au procès équitable. C'est ce contrôle de proportionnalité qu'il faut regretter tant il porte, en lui-même, le risque d'engloutir le droit des obligations dans des discussions d'une désolante vacuité.

par Sophie Pellet

## Contrats spéciaux

#### Contrats et nouvelles technologies

**P. 24** Google Ads confronté à la lutte contre la revente en ligne de titres de spectacle

*CA Paris, pôle 5, 29 mars 2023, n° 21/00704*

RDC201r7 ■ Dans une décision confirmative, la cour d'appel de Paris condamne Google Ireland et Google France à verser des dommages et intérêts à un syndicat professionnel pour avoir fourni les moyens de la revente illicite de billets de spectacle via son service Google Ads. Cet arrêt applique ainsi l'article 313-6-2 du Code pénal et précise que la filiale française de Google doit être condamnée aux côtés de l'entité irlandaise. Si cette dernière est, en effet, en charge de l'exploitation du service publicitaire Google Ads, Google France participe activement à la promotion des produits et services publicitaires.

par Anne Danis-Fatôme



**P. 28** En cas de litige, le juge décide si le plaignant est un consommateur bénéficiaire de la protection du règlement européen de 2012 sur la compétence judiciaire

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 juin 2023, n° 22-12424, F-D*

RDC201r1 ■ Seul celui qui a agi en dehors et indépendamment de toute activité ou finalité d'ordre professionnel, dans l'unique but de satisfaire à ses propres besoins de consommation privée, relève du régime particulier prévu par le règlement en matière de protection du consommateur en tant que partie réputée faible.

par Jérôme Huet

**P. 29** Exception au droit de rétractation du consommateur pour un concert réservé par l'intermédiaire d'une plateforme

*CJUE, 31 mars 2022, n° C-96/21*

RDC201r0 ■ Une des exceptions au droit de rétractation dont bénéficie le consommateur dans un contrat à distance, prévues par l'article 16 de la directive n° 2011/83/UE du 25 octobre 2011 sur la protection des consommateurs, transposé à l'article L. 221-28 du Code de la consommation, s'applique à la vente de billets de concert par un intermédiaire pourvu que ce dernier agisse pour le compte de l'organisateur et que l'activité ainsi accessible se déroule à une date déterminée ou à une période spécifique.

par Jérôme Huet

## Contrats translatifs

**P. 30** Garantie des vices cachés : de Charybde en Scylla

*Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 20-10763, BR*

*Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-15809, BR*

*Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-17789, BR*

*Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-19936, BR*

RDC201q8 ■ Par quatre arrêts de chambre mixte, la Cour de cassation a tranché une opposition entre ses chambres quant à l'encadrement dans le temps de l'action en garantie des vices cachés. Au terme de ces arrêts, la Cour retient que le délai biennal de l'article 1648 du Code civil institue une prescription et non une forclusion, et que l'action doit être exercée dans les vingt ans de la vente initiale, la soumettant ainsi au délai butoir de l'article 2232 du Code civil. Pourtant, la lumière attendue n'est pas tombée du ciel du quai de l'Horloge.

par Louis Thibierge

## Contrats de jouissance

**P. 36** L'exception d'inexécution et le bail

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 6 juill. 2023, n° 22-15923, FS-B*

RDC201r2 ■ La Cour de cassation a toujours adopté une position restrictive quant à l'admission de l'exception d'inexécution dans le bail : ce n'est que si le locataire est totalement privé de la jouissance de la chose louée qu'il pourra retenir les loyers. Rendue en application du droit antérieur à la réforme, la décision commentée s'inscrit dans ce mouvement. L'avenir de la solution retenue demeure cependant incertain : si le nouvel article 1219 du Code civil ne semble pas la remettre en cause, elle pourrait cependant perdre tout intérêt avec l'admission de la réduction unilatérale du prix.

par Jean-Baptiste Seube

## Contrats et droit des sociétés

**P. 38** Clause statutaire d'exclusion et pacte contenant une promesse de cession de droits sociaux : une coexistence possible

*Cass. com., 21 juin 2023, nos 21-25952 et 22-12045, F-B*

RDC201r9 ■ L'article L. 227-15 du Code de commerce ne régit pas l'exclusion d'un associé et la cession forcée de ses actions qui en résulte. La nullité qu'il prévoit vise uniquement à sanctionner la violation de toute clause statutaire ayant pour objet la cession d'actions librement consentie par leur titulaire. La procédure d'exclusion statutaire d'un associé d'une SAS n'a pas pour objet de priver cet associé de la faculté de conclure une promesse unilatérale de vente de ses actions.

par Marie Caffin-Moi

**P. 42** L'exclusion légale de l'article 1195 du Code civil en matière de cessions d'actions est bien constitutionnelle

*Cons. const., QPC, 26 mai 2023, n° 2023-1049*

RDC201r4 ■ Introduit par la loi de ratification du 20 avril 2018, l'article L. 211-40-1 du Code monétaire et financier exclut l'application de l'article 1195 du Code civil aux opérations sur titres et contrats financiers, c'est-à-dire, notamment, les cessions d'actions. La constitutionnalité de l'unique exclusion légale et explicite de l'imprévision – laquelle a pour l'instant fait davantage couler l'encre de la doctrine que du juge – est ici confirmée par le Conseil constitutionnel. Si la solution ne faisait pas grand doute, la décision permet de s'interroger sur ce mécanisme légal singulier, sa justification et son champ d'application, à la frontière du droit des contrats, du droit financier et du droit des sociétés.

par Julia Heinich

SUITE DU SOMMAIRE EN PAGE SUIVANTE >>

## Contrat et autres droits

### Droit processuel

#### P. 46 Pas de phase de conciliation obligatoire avant la saisine du bâtonnier de l'ordre des avocats

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 juin 2023, n° 22-13542, F-D*

RDC201s0 ■ Les dispositions de la loi du 31 décembre 1971 modifiée et du décret du 27 novembre 1991 prévoient une conciliation préalable à l'arbitrage du bâtonnier mais n'instaurent toutefois pas une procédure de conciliation obligatoire dont le non-respect serait sanctionné par une fin de non-recevoir.

par Caroline Pelletier

### Droit de la consommation

#### P. 48 Quel régime pour les actions en restitutions consécutives au constat du caractère abusif d'une clause ?

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 juill. 2023, n° 22-17030, FS-D*

RDC201t2 ■ Les prêts en devises offrent décidément l'occasion de faire le tour de l'ensemble des questions du droit des clauses abusives. On sait que les clauses de ces prêts organisant le mécanisme de change sont abusives si elles ne sont pas claires sur le risque de change et ses conséquences pour le consommateur. Mais quel est le sort des prestations versées en vertu de ces clauses abusives ? Peut-on en demander la restitution plus de 15 ans après la conclusion des crédits litigieux ? Pour quel montant ? L'arrêt y répond et apporte une importante précision : non seulement l'action en constat du caractère abusif d'une clause est imprescriptible, mais l'action en restitution qui en découle et qui, elle, est prescriptible, voit son délai de prescription courir au jour du constat judiciaire du caractère abusif de la clause litigieuse.

par Garance Cattalano

#### P. 52 Retour sur le droit au remboursement du voyageur en temps de pandémie

*CJUE, 8 juin 2023, n° C-407/21*

RDC201s7 ■ Les dispositions de la directive relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées doivent être interprétées en ce sens que lorsque, à la suite de la résiliation d'un contrat de voyage à forfait, l'organisateur de ce forfait est tenu de rembourser le voyageur concerné de l'intégralité des paiements effectués au titre dudit forfait ; un tel remboursement s'entend uniquement d'une restitution de ces paiements sous la forme d'une somme d'argent. En outre, ces dispositions s'opposent à une réglementation nationale en vertu de laquelle les organisateurs de voyages à forfait sont temporairement libérés, dans le contexte de l'éclatement d'une crise sanitaire mondiale faisant obstacle à l'exécution des contrats de voyage à forfait, de leur obligation de rembourser aux voyageurs concernés, au plus tard 14 jours après la résiliation d'un contrat, l'intégralité des paiements effectués au titre du contrat résilié, y compris lorsqu'une telle réglementation vise à éviter que, en raison du nombre important de demandes de remboursement attendues, la solvabilité de ces organisateurs de voyages soit affectée au point de mettre en péril leur existence et à préserver ainsi la viabilité du secteur concerné.

par Jean-Denis Pellier

### Droit de la concurrence

#### P. 56 Droits TV : l'allongement de la durée des contrats ne soulève pas de problème de concurrence

*Aut. conc., avis n° 23-A-12, 26 juill. 2023, relatif à un projet de décret portant sur la durée des contrats conclus pour la commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle mentionnés à l'article L. 333-2 du Code du sport*

RDC201r6 ■ Dans le contexte de la « guerre des droits TV du foot », l'Autorité de la concurrence a été amenée à se prononcer sur un projet de décret allongeant la durée d'exploitation des contrats conclus pour la commercialisation des droits d'exploitation des compétitions de football professionnel masculin. Dans un avis en demi-teinte, elle conclut que le passage de 4 à 5 ans ne heurte pas les consommateurs.

par Jean-Christophe Roda

**P. 61** La troisième vague des règlements d'exemption par catégorie « nouvelle génération » et la réforme des accords de coopération horizontale

Comm. UE, règl. n° 2023/1066, 2023-06-01, relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement : JOUE L 143, 2 juin 2023, p. 9

Comm. UE, règl. n° 2023/1067, 2023-06-01, relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation : JOUE L 143, 2 juin 2023, p. 20

Comm. UE, communication, « Lignes directrices sur l'applicabilité de l'article 101 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux accords de coopération horizontale » : JOUE C 259, 21 juill. 2023

RDC201t4 ■ Poursuivant la révision des règlements d'exemption par catégorie, la Commission a adopté le 1<sup>er</sup> juin 2023 un nouveau « paquet » sur les accords horizontaux, qui se compose de deux nouveaux règlements d'exemption portant respectivement sur les accords de recherche développement et les accords de spécialisation et de nouvelles lignes directrices sur les accords de coopération horizontale. Ces dernières consacrent pour la première fois des développements aux accords dits de durabilité.

par Laurence Idot

## Droit des biens

**P. 65** Absence de subrogation du prêteur dans le bénéfice de la clause de réserve de propriété du vendeur

Cass. com., 14 juin 2023, n° 21-24815, F-B

RDC201s3 ■ Lorsque le prêteur se borne à verser au vendeur du bien financé les fonds empruntés par son client, il n'est pas l'auteur du paiement et le client devient, dès ce versement, propriétaire du matériel vendu, de sorte que le prêteur ne peut prétendre être subrogé dans les droits du vendeur et ne peut, dès lors, se prévaloir d'une clause de réserve de propriété stipulée au contrat de vente.

par Frédéric Danos

## Sources du droit des contrats

### Droit européen des contrats

**P. 70** Comment qualifier le consommateur dans un contrat à finalité mixte ?

CJUE, 9 mars 2023, n° C-177/22

CJUE, 8 juin 2023, n° C-570/21

RDC201s8 ■ Le consommateur est encore une fois au cœur de deux décisions de la CJUE, la première relative aux règles de compétence protectrices posées par le

règlement *Bruxelles I bis* et la deuxième portant sur la définition du consommateur au regard des règles substantielles sur les clauses abusives. Dans les deux cas, le contrat concerné poursuivait une finalité mixte, privée et professionnelle.

par Aline Tenenbaum

**P. 73** Conformité d'une disposition nationale avec la directive *Voyages à forfait* dans le contexte de la pandémie de Covid-19

CJUE, 8 juin 2023, n° C-407/21

RDC201s2 ■ La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a eu l'occasion de se prononcer, dans une décision du 8 juin 2023, sur la conformité au droit substantiel européen d'une mesure nationale française adoptée pendant la pandémie de Covid-19, visant à protéger les organisateurs de voyages à forfait en les libérant temporairement de leur obligation de remboursement intégral en cas de résiliation du contrat de voyage.

par Aline Tenenbaum

## Dossier

### De la réparation à la sanction : l'amende civile, regards croisés franco-italiens

RDC201q7 ■ Le développement parallèle en droit positif comme en droit prospectif de « peines civiles » telle l'amende civile invite à repenser les limites entre la sanction et la réparation, et ce faisant, les frontières entre responsabilité pénale et responsabilité civile. Cette question se pose également chez nos voisins italiens, où la Cour de cassation a récemment été amenée à discuter des fonctions même de la responsabilité civile.

Se dessine ainsi l'idée que le droit civil peine à déterminer la sanction adéquate de la faute lucrative : amende civile ? Dommages-intérêts punitifs ? Recours aux quasi-contrats ? Telles sont les difficultés que des regards croisés franco-italiens ont contribué à éclairer lors d'un colloque intitulé « De la réparation à la sanction : l'amende civile, regards croisés franco-italiens », organisé le 22 novembre 2022 à la cour d'appel d'Orléans.

- Propos introductifs, par Garance Cattalano • p. 76
- État des lieux des dommages-intérêts punitifs en droit français, par Frédéric Dournaux • p. 79
- L'amende civile est-elle conforme au principe *ne bis in idem* ? par Marthe Bouchet • p. 86
- L'amende civile est-elle conforme aux principes de légalité et de proportionnalité ? par Charlotte Dubois • p. 91
- État des lieux des dommages-intérêts punitifs en droit italien, par Mauro Tesaro • p. 97
- Les moyens civils pour sanctionner un profit illicite : la perspective italienne, par Ilaria Riva • p. 106
- Propos conclusifs, par Alain Bénabent • p. 110

SUITE DU SOMMAIRE EN PAGE SUIVANTE >>

**P. 76** Propos introductifs

RDC201r8 ■ L'amende civile, dont le domaine ne cesse de s'étendre en droit français, invite à examiner d'un nouvel œil le tracé délicat de la frontière entre réparation et sanction. Peut-elle emprunter les traits du pénal sans en subir les lois ? Peut-elle, mieux que les dommages-intérêts, priver l'auteur d'une faute lucrative de son profit illicite ? Faudrait-il laisser place à d'autres formes de dommages-intérêts ? D'autres mécanismes du droit civil peuvent-ils servir à sanctionner la faute lucrative ? Ces questions ont été posées à des universitaires français et italiens lors d'un colloque à la cour d'appel d'Orléans en novembre 2022.

par Garance Cattalano

**P. 79** État des lieux des dommages-intérêts punitifs en droit français

RDC201s4 ■ La question de la nécessité d'introduire des dommages-intérêts punitifs en droit français est un débat ancien et récurrent, encore ravivé en 2017 après qu'une proposition de réforme, restée lettre morte, a proposé d'introduire un dispositif d'amende civile. Faut-il « pénaliser » davantage la réparation pour sanctionner la faute lucrative ou, plus largement, pour mieux asseoir la fonction normative de la responsabilité civile ? L'objet de ce colloque est d'apporter un modeste éclairage franco-italien à cette lancinante discussion. Aussi, à titre liminaire, la présente contribution vise à resituer la question telle qu'elle se présente de ce côté-ci des Alpes.

par Frédéric Dournaux

**P. 86** L'amende civile est-elle conforme au principe *ne bis in idem* ?

RDC201r5 ■ L'amende civile doit être confrontée au respect du principe *ne bis in idem*, lequel interdit qu'une personne soit punie à deux reprises pour les mêmes faits. Or, il ressort de l'analyse que l'amende civile, et notamment telle qu'elle a été conçue par le projet de réforme de la responsabilité civile présenté le 13 mars 2017, risque de méconnaître ce principe fondamental du droit pénal, à la fois d'un point de vue procédural et d'un point de vue substantiel.

par Marthe Bouchet

**P. 91** L'amende civile est-elle conforme aux principes de légalité et de proportionnalité ?

RDC201t0 ■ L'amende civile du projet de réforme vise à moraliser le droit de la responsabilité civile en éradiquant les fautes lucratives. À cette fin, cette amende civile embrasse un champ large et se veut dissuasive par la sévérité des montants encourus. Pourtant, en raison de son caractère punitif, elle est soumise aux principes constitutionnels et conventionnels attachés à la matière pénale. Les respecte-t-elle ? L'absence de définition de l'élément matériel du comportement, en particulier, s'accorde mal avec les exigences de la légalité pénale. Se pose alors la question de savoir si une amende civile respectueuse de la légalité et de la proportionnalité pourrait être consacrée.

par Charlotte Dubois

**P. 97** État des lieux des dommages-intérêts punitifs en droit italien

RDC201s6 ■ Plus de cinq ans après l'arrêt des sections unies de la Cour de cassation italienne de 2017, la prévision que certains juristes avaient formulée immédiatement après sa publication, à savoir que cet arrêt n'était pas vraiment innovant, semble s'être révélée exacte, malgré l'impression différente de certains autres experts. Bien que le droit italien de la responsabilité civile ait démontré qu'il était encore en mesure de répondre de manière adéquate aux défis contemporains, il pourrait certainement être réformé et amélioré. L'exemple français, qui a déjà été si important du point de vue du développement jurisprudentiel, mérite par conséquent d'être considéré de manière attentive également en ce qui concerne la possible évolution de la loi italienne.

par Mauro Tesaro

**P. 106** Les moyens civils pour sanctionner un profit illicite : la perspective italienne

RDC201t1 ■ Le système italien de dommages-intérêts, tout comme le système français, n'offre pas de solution générale adéquate en cas de profit illicite, c'est-à-dire lorsque quelqu'un s'enrichit aux dépens d'autrui sans raison valable. La présente étude a pour but de vérifier les différentes solutions proposées pour obtenir la rétroversion du profit injuste obtenu par l'auteur du préjudice, soit en recourant à des remèdes restitutoires, soit en empruntant la voie de la réparation, c'est-à-dire de la responsabilité civile.

par Ilaria Riva

**P. 110** Propos conclusifs

RDC201t3 ■ Que le juge conduit à apprécier une faute soit tenté de réunir sous son pouvoir les diverses sanctions qui peuvent l'assortir, même relevant d'ordres différents comme le pénal et le civil, tel a été le centre de cette journée. Cette tentation une fois constatée, faut-il y céder ? Telle était la question...

par Alain Bénabent

## Index thématique annuel

**P. 112** Index thématique annuel 2023

par Maxime Cormier

Prix de thèse 2024 de la *Revue des contrats*

Pour l'édition 2024 du prix de thèse de la *Revue des contrats*, les candidats ayant soutenu leur thèse entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 doivent faire parvenir leur thèse ainsi que leur rapport de soutenance avant le 31 janvier 2025. Le prix de thèse sera remis à l'issue du colloque annuel de la revue.

Les candidats doivent adresser leur thèse à Nadine Lolli à l'adresse suivante :

LEXTENSO - La Grande Arche, Paroi Nord – 30<sup>e</sup> étage - 1 Parvis de La Défense 92044 Paris – La Défense

Le prix de thèse de la *Revue des contrats* offre la possibilité d'une publication.

Les colauréates du prix 2021 sont :

- Marion Bleusez, pour sa thèse intitulée « La perfection du contrat » ;
- Léa Molina, pour sa thèse intitulée « La prérogative contractuelle ».

Les colauréates du prix 2022 sont :

- Isabelle Boismery, pour sa thèse intitulée « Essai d'une théorie générale des contrats spéciaux » ;
- Gisèle Zouein, pour sa thèse intitulée « Les promesses unilatérales de cession forcée d'actions : Réflexions sur l'obligation comme garantie et peine privée dans le cadre des pactes d'actionnaires : Étude à partir des droits français et libanais ».

## Table chronologique des sources commentées

### 2022

#### MARS

CJUE, 31 mars 2022, n° C-96/21.....p. 29 RDC201r0

### 2023

#### MARS

CJUE, 9 mars 2023, n° C-177/22.....p. 70 RDC201s8

CA Paris, pôle 5, 29 mars 2023, n° 21/00704.....p. 24 RDC201r7

#### MAI

Cons. const., QPC, 26 mai 2023, n° 2023-1049.....p. 42 RDC201r4

#### JUIN

Comm. UE, règl. n° 2023/1066, 2023-06-01, relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement : JOUE L 143, 2 juin 2023, p. 9.....p. 61 RDC201t4

Comm. UE, règl. n° 2023/1067, 2023-06-01, relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de spécialisation : JOUE L 143, 2 juin 2023, p. 20.....p. 61 RDC201t4

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 juin 2023, n° 21-16833, FS-B.....p. 11 RDC201t5

CJUE, 8 juin 2023, n° C-407/21.....p. 52 RDC201s7  
.....p. 73 RDC201s2

CJUE, 8 juin 2023, n° C-570/21.....p. 70 RDC201s8

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 14 juin 2023, n° 22-13542, F-D.....p. 46 RDC201s0

Cass. com., 14 juin 2023, n° 21-24815, F-B.....p. 65 RDC201s3

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 15 juin 2023, n° 21-10119, FS-B.....p. 8 RDC201q9

Cass. com., 21 juin 2023, n°s 21-25952 et 22-12045, F-B.....p. 38 RDC201r9

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 juin 2023, n° 22-12424, F-D.....p. 28 RDC201r1

#### JUILLET

Cass. com., 5 juill. 2023, n° 22-11621, FS-B.....p. 20 RDC201r3

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 6 juill. 2023, n° 22-10884, FS-B.....p. 14 RDC201s5

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 6 juill. 2023, n° 22-15923, FS-B.....p. 36 RDC201r2

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 12 juill. 2023, n° 22-17030, FS-D.....p. 48 RDC201t2

Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 20-10763, BR.....p. 30 RDC201q8

Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-15809, BR.....p. 30 RDC201q8

Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-17789, BR.....p. 30 RDC201q8

Cass. ch. mixte, 21 juill. 2023, n° 21-19936, BR.....p. 30 RDC201q8

Comm. UE, communication, « Lignes directrices sur l'applicabilité de l'article 101 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux accords de coopération horizontale » : JOUE C 259, 21 juill. 2023.....p. 61 RDC201t4

Aut. conc., avis n° 23-A-12, 26 juill. 2023, relatif à un projet de décret portant sur la durée des contrats conclus pour la commercialisation des droits d'exploitation audiovisuelle mentionnés à l'article L. 333-2 du Code du sport.....p. 56 RDC201r6